

7

COMMENTER / ÉVALUER / PRENDRE POSITION ET JUSTIFIER

// APPLICATION POUR LES ÉPREUVES ÉCRITES //

- 8 a. « Une Europe sûre et libre pour les réfugiés : souhaitez la bienvenue aux réfugiés dans tous les pays européens ! » **Commentez/Évaluez** cette manchette puis **prenez position**.

Le sujet :
premières réflexions à
propos de la manchette

La manchette lance un appel aux habitants des pays européens pour qu'ils s'ouvrent aux réfugiés. À mes yeux, « souhaitez la bienvenue » dépasse l'idée d'un accueil comme il se doit pour quelqu'un en détresse. Cette expression invite à accueillir les réfugiés à bras ouverts, partout. Elle exprime aussi l'appel à leur donner en quelque sorte la garantie d'une protection et du libre mouvement dans les pays européens.

Vu la situation actuelle – près d'un million de réfugiés en 2015 seulement en Allemagne et un très grand nombre en 2016 (la France s'est engagée à en accueillir 24 000 en deux ans, d'autres pays européens n'acceptent pas de réfugiés) – la manchette me paraît un peu naïve. Elle reflète l'idéalisme de ceux – hommes politiques ou autres – qui veulent faire du bien sans prendre en considération le côté réaliste de ce qui se passe actuellement et de ce qui va se passer à l'avenir.

La structure et les aspects
de mon exposé

Pour expliquer ma position, je voudrais tout d'abord jeter un regard sur le terme « réfugié » pour parler ensuite des obligations et des limites de l'accueil des pays européens. La dernière partie de mon commentaire sera consacrée à la question de savoir si et comment les pays européens pourraient trouver un compromis dans la problématique du flux migratoire tout en revenant à la manchette.

La définition du terme
« réfugié » : le réfugié
pour raisons politiques et
le réfugié pour raisons
économiques

Les réfugiés, ce sont les personnes qui fuient la persécution politique ou religieuse dans leur pays, mais aussi la guerre et le terrorisme. Évidemment, ils méritent notre protection et notre soutien pour pouvoir vivre en sécurité. Par contre, il y a aussi des réfugiés pour raisons économiques. Certes, on comprend que ces personnes cherchent une meilleure vie car les conditions économiques dans leur pays d'origine sont souvent catastrophiques. Mais elles ne remplissent pas les conditions pour obtenir le statut de demandeur d'asile qui serait nécessaire pour leur permettre le séjour dans le pays d'accueil.

Les espérances des réfugiés

Si quelqu'un a échappé à la persécution, il me semble qu'il est très content de pouvoir vivre sans risque de perdre sa vie n'importe où. Quand quelqu'un détruit délibérément son passeport et ne veut pas se faire enregistrer, il ne cherche qu'à s'installer là où il trouve les meilleures conditions, par exemple le meilleur soutien financier, l'aide sociale la plus élevée etc. Ouvrir de la même manière nos pays en Europe inconditionnellement à tous les réfugiés ne me paraît pas justifié.

Les raisons pour lesquelles il faut faire la différence entre eux

En 2015, le flux migratoire était très important et il continue d'ailleurs à l'être. Avoir souhaité la bienvenue à tous nous a causé énormément de problèmes en Allemagne, mais aussi dans d'autres pays, car il y avait aussi un très grand nombre d'entrées illégales, ce qui est une conséquence de la « bienvenue ». Les autorités en charge ne connaissent ni l'identité de ces personnes, ni le lieu de leur séjour – du fait qu'elles peuvent voyager en Europe sans difficulté – ni leurs intentions. La population autochtone en a déjà subi des conséquences néfastes.

Les pays européens face à la « bienvenue » et ce que j'en pense

Vu sous cet angle, il me paraît très compréhensible que certains pays se refusent à la libre entrée des réfugiés ou à la répartition imposée de ceux-ci dans tous les pays européens. Il faudrait de toute façon demander aux habitants du pays leur opinion. Je suis d'avis que chaque pays devrait décider pour soi-même de savoir comment traiter cette question, ce qui n'empêche pas qu'il devrait avoir des discussions à ce sujet au sein du Parlement européen.

L'aspect financier

À part la question de sécurité intérieure des pays qui est en jeu, il y a aussi la question financière. Prenons seulement l'exemple des 56 000 (les chiffres varient un peu selon les sources) mineurs non-accompagnés en Allemagne qui, dans la majorité des cas, ne sont pas de véritables réfugiés, mais qui profitent d'un statut privilégié pour faire venir leurs familles sans problème. Chacun d'eux nous coûte par mois 6 000 €, une somme inimaginable. Les dépenses causées par les réfugiés s'élèvent en tout à des milliards d'euros.

Le danger d'être débordé par les coûts – une décision réaliste nécessaire à faire

Cela est donc une autre raison pour laquelle je ne suis pas d'accord avec la migration illimitée et la manchette « bienvenue ... ». Pour pouvoir aider ceux qui se trouvent vraiment dans une situation de détresse – les réfugiés qui fuient la persécution ou la guerre – il sera inévitable de refuser les autres par un contrôle sérieux des frontières de l'UE et de veiller aussi à un rapatriement de ceux qui se trouvent ici sans justification, illégalement ou qui deviennent criminels.

Conclusion : la responsabilité des pays

En outre, les gouvernements des pays européens ont avant tout une responsabilité envers leurs propres habitants et leur bien-être. Les moyens ne sont pas infinis. Il faut se montrer réaliste et regarder les faits en face. Si les pays discutaient la problématique sous ces aspects, s'ils débattaient des solutions sans se laisser guider uniquement par l'émotion, il ne me paraît pas tout à fait exclu qu'ils arriveront à une meilleure entente en ce qui concerne les réfugiés.